

FRANCE INITIATIVE

Rapport annuel 2008



Notre grande cause à nous, c'est faire naître votre entreprise



FRANCE INITIATIVE

chiffres-clés 2008

- ▶ **13 600** créations ou reprises d'entreprises financées (+ 1%)
- ▶ **13 200** prêts d'honneur accordés (+ 6%)
- ▶ **104 M€** montant total des prêts d'honneur (+ 12%)
- ▶ **7 850 €** montant moyen du prêt d'honneur
- ▶ **96,7 %** taux de remboursement des prêts d'honneur
- ▶ **654 M€** de prêts bancaires associés aux prêts d'honneur (+ 6%), avec un effet de levier de 7,8 sur les prêts d'honneur couplés à des prêts bancaires
- ▶ **31 300** emplois créés ou maintenus à la création ou à la reprise
- ▶ **87 %** taux de pérennité à trois ans des entreprises créées ou reprises
- ▶ **63 %** des créateurs ou repreneurs sont sans emploi au moment de créer
- ▶ **22 %** ont moins de 30 ans
- ▶ **32 %** sont des femmes
- ▶ **31 %** des interventions concernent des reprises
- ▶ **4 %** concernent le développement
- ▶ **245** plateformes France Initiative sur l'ensemble du territoire avec 407 points d'ancrage locaux
- ▶ **13 900** bénévoles dont 5 000 parrains
- ▶ **7 900** parrainages en cours (+ 20%)
- ▶ **520** permanents (équivalents temps plein)



Bernard Brunhes,
président
de France Initiative

ENTREPRISES PARTENAIRES AU PLAN NATIONAL EN 2009

BANQUES

Caisse des Dépôts
Caisses d'épargne
CIC
Crédit agricole
Crédit coopératif
Crédit mutuel
Groupe Banque populaire
Société générale

GRANDES ENTREPRISES

BPI
EDF
France Télécom
Groupama
Groupe Malakoff
In extenso
Sanofi-Aventis
Sofred

Plus que jamais un facteur de dynamisme

France Initiative poursuit son développement. En 2008, près de 14 000 entreprises ont été reprises ou créées, avec l'appui financier et technique des plateformes. Jamais notre action n'aura été plus utile qu'en cette période de crise économique.

Parce que, lorsque les plans sociaux se multiplient et que le chômage augmente, on a plus que jamais besoin de la création d'entreprises, de la possibilité donnée aux porteurs de projets de passer à la réalisation et de créer leur emploi, leur activité, des emplois de salariés.

Parce que, lorsque le ralentissement économique entraîne inquiétudes et résignation, il est nécessaire que le dynamisme économique et social soit réveillé et relayé par la très petite entreprise, par la PME, par l'économie locale : la croissance endogène est d'autant plus vitale que le développement exogène s'affaiblit.

Parce que, lorsque la crise financière systémique rend les banques plus prudentes et le crédit plus rare, des outils comme le prêt d'honneur sont particulièrement précieux et des institutions aussi crédibles et fiables que les plateformes plus utiles que jamais pour les financeurs.

Parce que cette période, avec tous ses dangers, est aussi une ère de relance, de réinvention, de changement, de préparation d'une nouvelle

économie fondée sur d'autres priorités sociales ou écologiques, sur d'autres mécanismes, et que ces innovations et ces transformations ne viendront pas des pouvoirs publics, peu des grandes institutions, beaucoup de l'initiative locale.

Encore faut-il que nous, les permanents et les bénévoles de France Initiative et de ses 245 plateformes, nous sachions nous adapter à une nouvelle situation.

L'implication des entreprises

Notre action reste guidée par le Projet stratégique adopté en 2007. L'examen du Rapport annuel montre – s'il en était besoin – que les plateformes se sont bien inscrites dans ces priorités et dans les grands choix de politique publique portés par l'État, les régions et les collectivités territoriales : d'abord, la lutte contre le chômage mais aussi l'innovation, les services aux particuliers, les quartiers difficiles, l'accompagnement des restructurations, la place des femmes dans la création d'entreprises, etc. Ces priorités sont plus critiques encore en cette période. Au cours de l'année 2008, déclarée Année du bénévolat économique, nous avons tous multiplié les initiatives pour que plus de bénévoles participent à notre action, pour qu'ils y soient plus à l'aise, plus efficaces, et pour que le parrainage se développe encore. L'Université d'Azay-le-

Rideau, au printemps, et notre Semaine du bénévolat économique, en novembre, ont marqué cette année.

Nous souhaitons en 2009 et 2010 nous efforcer, tous ensemble, de mieux associer les entreprises, petites et grandes, à notre action. L'implication des entreprises – celles que nous avons contribué à créer, mais aussi toutes les entreprises locales, les établissements locaux des grands réseaux, les grandes sociétés – pourrait être plus importante qu'aujourd'hui parce que leur intérêt et le nôtre convergent dans la redynamisation de l'économie locale et le développement de l'entrepreneuriat.

2008 s'inscrit ainsi dans la déjà longue histoire de France Initiative. Avec l'éclatement de la crise à l'été 2008, les plateformes ont quelque temps senti un ralentissement de la demande. Mais, très vite, notre croissance est repartie et les débuts de 2009 ont été très actifs.

Nos outils s'améliorent, avec notamment le système d'information Fip, mis au point au cours des dernières années et qui s'étend progressivement à tout le réseau. Les outils de l'administration évoluent – avec Nacre, par exemple pour les chômeurs créateurs. Notre réseau mérite le nom de mouvement : il ne cesse de bouger, de progresser, de voir son rôle s'affirmer grâce au dévouement et au professionnalisme de ses permanents et de ses bénévoles.

ACCOMPAGNEM

FINANCEMENT ET



MONIQUE PEREZ ♦ gérante *Les Reines*, traiteur et mise en scène

Après avoir été intermittente du spectacle, Monique Perez réoriente sa vie professionnelle vers la cuisine. À 37 ans, elle obtient un CAP de pâtisserie. Elle s'associe avec Marie Rousseau et Tatiana Bodart pour lancer une activité de traiteur spécialisé dans l'événementiel. En plus d'un prêt d'honneur de 13 000 €, Hauts-de-Seine Initiative lui apporte son expertise et mobilise la garantie Oséo. Les Reines ouvre le 1^{er} décembre 2007 après d'importants travaux dans des locaux à Montrouge. Un solide réseau, son implication dans un club de créatrices et une bonne communication attirent une clientèle de quartier. Pour répondre à cette demande nouvelle, Monique développe la vente à emporter et embauche son premier salarié. Aujourd'hui, les « trois reines » veulent sortir de leur laboratoire et proposer à de grandes enseignes les « Diamants sur canapés » qui figurent sur leur carte.

ENT

France Initiative a franchi le cap des 100 millions d'euros de prêts d'honneur accordés en un an à des créateurs ou des repreneurs.

En 2008, les plateformes ont financé la création ou la reprise de 13 600 entreprises, principalement sous la forme d'un prêt d'honneur à taux zéro donnant accès à un prêt bancaire.

Les plateformes gèrent d'autres dispositifs mis en place par l'État, des collectivités locales et Oséo. Ce nombre total d'entreprises aidées fait de France Initiative le premier mouvement associatif d'appui et de financement de la création-reprise d'entreprises. En 2008, France Initiative représente 4,2 % de l'ensemble de la création d'entreprises en France et 15 % de la création d'entreprises bancarisées.

13 200 prêts d'honneur

Les plateformes France Initiative ont accordé 13 200 prêts d'honneur en 2008, contre 12 500 en 2007 (+ 6%). Leur total dépasse pour la première fois la barre des 100 millions d'euros en 2008 pour s'établir à 104 millions d'euros, contre 92,1 millions d'euros en 2007, soit une augmentation de 12%. Néanmoins, l'année 2008 a enregistré une augmentation des prêts d'honneur inférieure à celle des années précédentes. Les annonces sur la crise financière et sur les difficultés des banques expliquent ce tassement de l'augmentation, beaucoup de candidats à la création préférant reporter leur projet. Le montant moyen des prêts d'honneur accordés s'établit à 7 850 euros, contre 7 400 euros en 2007 (+ 6%). Ce prêt d'honneur repose sur une relation de confiance nouée avec le créateur, que traduit le taux de remboursement des prêts (96,7%). Le prêt d'honneur facilite l'obtention de financements de la part des banques qui s'appuient sur le travail des plateformes. Plus de 9 prêts d'honneur sur 10 ont été complétés par un prêt bancaire. Ces financements bancaires se sont élevés à 654,2 millions d'euros, un chiffre en augmentation de 6% par rapport à 2007. L'effet de levier des prêts d'honneur (rapport entre le montant des prêts bancaires et celui des prêts d'honneur lorsqu'il y a couplage) s'établit à 7,8 en 2008 (+ 3%). Cet effet de levier est de 5,4 pour la création d'entreprises, contre 11,4 pour les reprises.

Des dispositifs publics

Les plateformes font également bénéficier les créateurs ou les repreneurs de dispositifs publics :

- l'avance remboursable Eden, réservée à certaines catégories de chômeurs créateurs et dont la fin était programmée avec la mise en place en 2009 du nouveau dispositif Nacre. Elle a connu une forte

baisse (- 30% pour l'ensemble des plateformes) ;

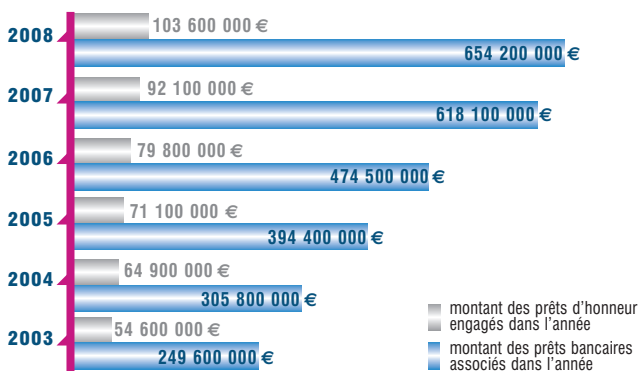
- l'instruction des prêts à la création d'entreprise (PCE) d'Oséo a enregistré une augmentation de 5% (1 790 prêts) ;

- la mobilisation du Fonds de garantie à l'initiative des femmes (FGIF), institué par l'État. Les plateformes ont déclaré avoir mis en place 200 garanties en 2008.

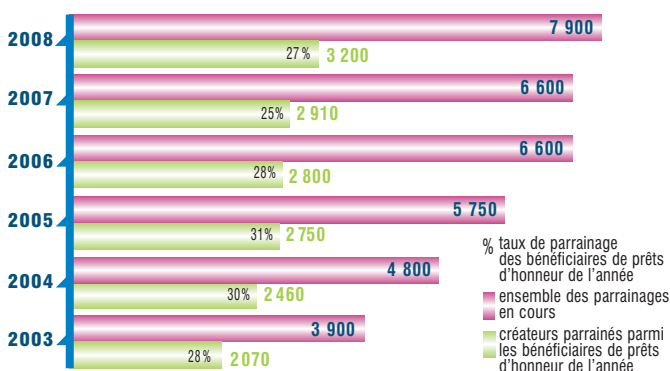
87 % de taux de pérennité à trois ans

Les créateurs financés bénéficient d'un suivi post-crédation, incluant un parrainage dans 27% des cas. La qualité des projets labellisés par les comités d'agrément, le bon calibrage des plans de financement et la qualité du suivi postcrédation expliquent le taux de pérennité des entreprises soutenues par les plateformes, qui s'élève à 87% en troisième année, largement supérieur à la moyenne nationale (66% selon l'enquête SINE de l'Insee).

PRÊTS D'HONNEUR ET FINANCEMENTS BANCAIRES ASSOCIÉS



LES PARRAINAGES DE CRÉATEURS



UN RÉSEAU UN MOUVEMENT



OLIVIER DESURMONT ♦ P-DG *Sineo*
Groupe, nettoyage de véhicules sans eau

Un jour de canicule de l'été 2003, Olivier Desurmont, cadre dans l'informatique, découvre le nettoyage de véhicules sans eau. Mais le procédé n'est pas au point et Olivier voit là une opportunité de créer son entreprise. Versant Nord-Est Initiative croit en son concept et lui octroie un prêt d'honneur de 7 500 €. En août 2004, Sineo est lancée. Olivier fait élaborer une gamme de produits 100 % d'origine naturelle et biodégradable, dont certains ont déjà obtenu l'Écolabel européen. L'entreprise a, depuis sa création, permis d'économiser 20 millions de litres d'eau. En février 2007, Sineo Lille reçoit la certification Iso 14001, une première dans ce domaine d'activité. Depuis Strasbourg, en 2006, Sineo a ouvert 30 sites en franchise et en succursale, et compte 250 salariés, dont 65 % en contrat d'insertion. Après Bruxelles, fin 2008, Olivier entend aujourd'hui exporter son entreprise au-delà des frontières européennes.

L'ancrage local est l'une des forces du mouvement France Initiative. Il va de pair avec des règles fortes, partagées par toutes les plateformes.

Des fondamentaux partagés

Chaque plateforme est une association indépendante, dotée de son conseil d'administration et d'un comité d'agrément, souverain dans l'attribution des prêts d'honneur. En adhérant à France Initiative, ces plateformes s'engagent à en respecter les règles :

- une charte éthique, qui pose les « fondamentaux » et les règles de fonctionnement des plateformes ;
- une démarche qualité construite autour de la norme NF X 50-771 et d'un système de qualification piloté par les instances nationales, qui permet de s'assurer du professionnalisme des plateformes. L'association nationale est, pour sa part, certifiée Iso 9001.

Une couverture quasi complète du territoire

Au 31 décembre 2008, France Initiative compte 245 plateformes adhérentes (242 un an plus tôt). La couverture du territoire est encore plus fine si l'on compte le nombre d'ancrages locaux qui, à la même date, s'élève à 407. Ces points d'ancrage prennent la forme d'antennes territoriales pour l'accueil ou le montage des dossiers et/ou de comités d'agrément locaux. Cinq nouvelles associations ont adhéré à France Initiative en 2008 : Val de Saône Dombes Initiative (basée à Trévoux, dans l'Ain), Initiative Agglomération Sophia Antipolis, Agglopolo Provence Initiative (sur le territoire de la communauté d'agglomération de Salon-Étang de Berre-Durance Salon-de-Provence), Saint-Quentin-en-Yvelines Initiative et Cergy-Pontoise Vexin Initiative. Par ailleurs, les trois plateformes du Var (Est Var Initiative, Initiatives Entreprises en Dracénie et Atire) ont fusionné pour donner naissance à une plateforme départementale, Var Initiative.

Des équipes d'animation

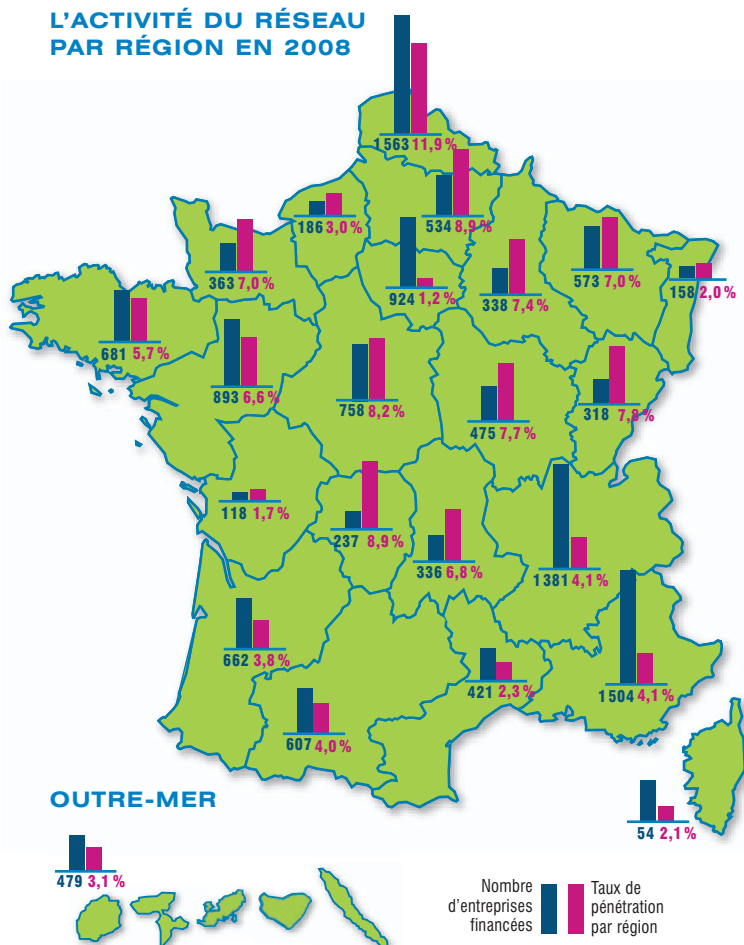
Fin 2008, les équipes d'animation des plateformes étaient constituées de 706 permanents, pour un total de 520 équivalents temps plein (ETP). En moyenne, l'animation d'une plateforme repose sur 3 permanents (2,2 ETP). Il existe une corrélation étroite entre la taille de l'équipe et le nombre d'entreprises financées : 29 entreprises en moyenne pour les plateformes ayant moins d'un ETP ; 144 entreprises en moyenne quand la plateforme s'appuie sur plus de 5 ETP. Par ailleurs, les plateformes peuvent compter sur un réseau de bénévoles qui démultiplie leur

capacité d'intervention (p. 12). 13 900 bénévoles participent aux différentes instances des plateformes, à l'accompagnement et au parrainage.

Un mouvement décentralisé

Des coordinations régionales assurent la représentation des plateformes et de France Initiative au plan régional et jouent un rôle essentiel dans l'animation du mouvement. L'association nationale assure la représentation de ses adhérents : son conseil d'administration comporte 21 représentants des plateformes sur un total de 31 administrateurs. Garante de la qualité des services apportés, la tête de réseau développe les partenariats nationaux et européens du mouvement. Elle pilote sa professionnalisation, l'échange des bonnes pratiques et apporte son appui aux plateformes. Elle impulse la prise en compte des politiques publiques nationales par les plateformes. Enfin, elle développe l'image et la notoriété du mouvement.

L'ACTIVITÉ DU RÉSEAU PAR RÉGION EN 2008



CRÉATEURS ET REPRENEURS



LÉNAÏG JEGOU et NICOLAS PULUHEN ♦ cogérants *Cordial*, agence de travail temporaire spécialisée dans les travaux sur corde

Salariée d'une entreprise de travaux sur corde, bloquée par le manque de perspective, Lénaïg décide en 2005 de créer son entreprise. Rennes Initiative croit en son projet et lui octroie un prêt d'honneur de 6 000 € qui convainc une banque de l'intérêt de la financer. Six mois après l'ouverture de l'agence de Rennes début 2006, elle est rejointe par son compagnon. Ils ouvrent en 2008 une deuxième agence à Nîmes. Aujourd'hui, Cordial emploie six permanents, dont Lénaïg et Nicolas. Avec un fichier de 1 500 cordistes, l'entreprise pourvoit 180 équivalents temps plein par semaine sur des missions de nettoyage, de réfection ou de pose d'installations en hauteur. En 2008, Cordial a généré un chiffre d'affaires de 7 millions d'euros. Pour fédérer les professionnels du métier, Lénaïg et Nicolas organisent un festival de musique et un spectacle sur corde. 400 cordistes sont attendus cet été, en Ardèche.

Deux données clés : 63 % de demandeurs d'emploi parmi les créateurs aidés ; 31 300 emplois créés ou maintenus dès le démarrage.

Deux tiers de demandeurs d'emploi

En 2008, 63 % des porteurs de projets aidés par les plateformes étaient sans emploi, un chiffre qu'il faut rapporter au chiffre national de 40 % de créateurs d'entreprises demandeurs d'emploi (source Insee SINE 2006). 17 % étaient au chômage depuis plus d'un an, 41 % étaient au chômage depuis moins d'un an et 6 % sans activité professionnelle. Par ailleurs, 32 % des entrepreneurs financés par France Initiative en 2008 sont des femmes et 22 % ont moins de 30 ans. À noter enfin : près de 300 créations d'entreprises ont été financées dans les zones franches urbaines.

Reprises en légère hausse

Les reprises représentent 31 % des interventions des plateformes, chiffre en légère hausse (+ 1 point). Cette activité est, dans certaines régions, tirée par l'existence de fonds régionaux abondés par les conseils régionaux, la Caisse des Dépôts et des partenaires bancaires. C'est le cas en Aquitaine, en Bretagne et en Lorraine. Enfin, les interventions pour le développement des TPE progressent pour atteindre 4 %.

Trois grands secteurs

Trois secteurs d'activité représentent 68 % des interventions des plateformes en appui de la création d'entreprises : le commerce (28 %), les services aux particuliers (22 %) et la construction (18 %). En reprise, 73 % des interventions se concentrent sur trois secteurs : le commerce (32 %), les hôtels-café-restaurants (22 %) et les services aux particuliers (19 %). Le secteur des services aux entreprises est sous-représenté, avec seulement 14 % des interventions en création (contre 22 % au plan national, selon l'APCE) ; de leur côté, les entreprises industrielles représentent 8 % des projets en reprise en 2008. À noter : les quatre plateformes régionales dédiées à la création d'entreprises technologiquement innovantes ont financé 208 porteurs de projets qui ont créé 112 entreprises.

31 300 emplois directs générés

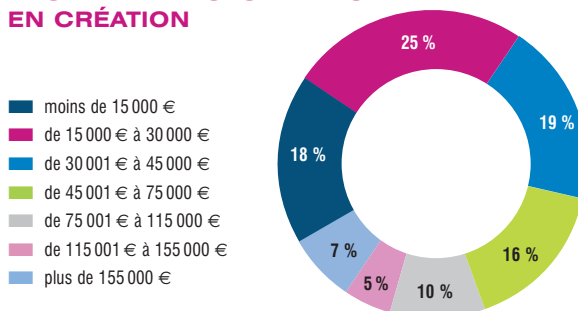
Les 13 600 entreprises financées par les plateformes France Initiative ont généré 31 300 emplois directs au démarrage, soit 3 % de plus qu'en 2007. La taille moyenne des entreprises créées ou reprises est stable (2,3 emplois par entreprise).

Les opérations de reprise ont logiquement concerné un nombre plus important d'emplois : 3,4 (contre 1,8 en moyenne en création).

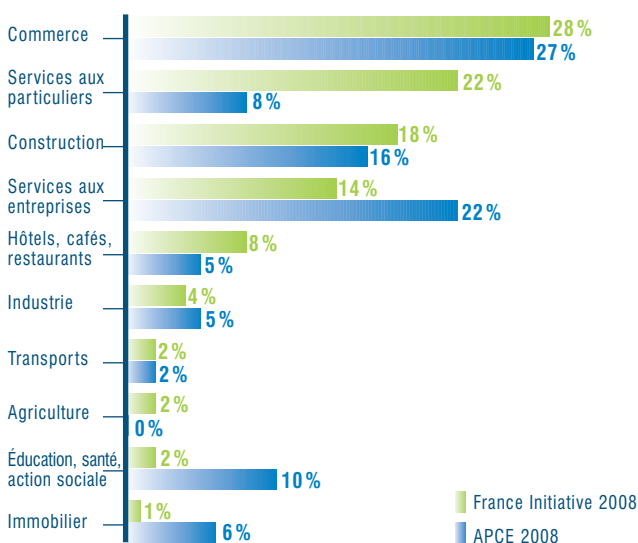
NOUVELLES TENDANCES

BVA a interrogé en 2008 un échantillon représentatif de 1 500 créateurs soutenus par les plateformes France Initiative. 7 % d'entre eux ont créé dans le secteur des services à la personne (soit environ 950 sur 13 600), 39 % déclarent avoir une activité liée au développement durable et 9 % disent utiliser des technologies nouvelles issues de la recherche (soit environ 1 millier).

PLAN DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES AIDÉES EN CRÉATION



SECTEURS DES ENTREPRISES AIDÉES EN CRÉATION



ET PARTENAIRES

BUDGETS



BENOÎT DAMILLEVILLE ♦ gérant **ERM**, installations de ventilation et de dépolluierage industriel

Un master finance en poche, Benoît Damilleville exerce pendant quinze ans comme contrôleur financier dans des grands groupes français. À 40 ans, il se retrouve au chômage. Très vite, il envisage de reprendre une entreprise en Normandie, région où il habite. Après une longue période de prospection, il choisit une entreprise spécialisée dans la ventilation et le dépolluierage industriel, créée en 1985. Benoît mise sur ses compétences en management et en développement commercial pour réussir dans un secteur qu'il connaît peu. Pour démarrer, Initiatives 27 lui octroie un prêt d'honneur de 15 000 €, auquel s'ajoutent des aides régionales et un financement bancaire. Le 1^{er} août 2008, Benoît Damilleville devient propriétaire de l'entreprise ERM. Il garde l'ensemble des salariés – 17 en tout, avec une moyenne d'âge de 45 ans –, embauche un adjoint à son chef d'atelier et envisage d'autres recrutements pour l'atelier et le bureau d'études. Malgré une conjoncture incertaine, l'entreprise poursuit sa croissance (+ 15 % prévus en 2009).

France Initiative associe étroitement des partenaires publics et privés à ses interventions, aux plans local, régional ou national.

Les collectivités locales, premiers contributeurs aux fonds de prêts

Au 31 décembre 2008, le total des fonds de prêts d'honneur s'établissait à 257,2 millions d'euros. Plus de la moitié est apportée par les collectivités locales, dont 23% par les conseils régionaux, 15,3% par les conseils généraux et 12,4% par les communes et les structures intercommunales. 5% des fonds de prêts proviennent des fonds structurels européens, essentiellement dans le cadre des programmes Feder et Leader. La Caisse des Dépôts contribue à hauteur de 17,5%. Du côté des acteurs privés, 10,4% des fonds sont apportés par les banques (en hausse de 0,7 point). Enfin, les entreprises contribuent à hauteur de 7,9%, notamment les TPE-PME locales, qui représentent 22% de cette contribution. Sur les abondements annuels, il faut relever la part croissante des conseils régionaux, passée de 16,7% en 2003 à 29,1% en 2008. Autres contributeurs dont l'apport croît régulièrement : les banques, qui sont passées durant la même période de 10,7% à 14,3%.

Des budgets pour accompagner les créateurs

En 2008, près de la moitié du budget des plateformes provient des collectivités locales : 18,8% des communes et structures intercommunales, 15,5% des conseils généraux et 15% des conseils régionaux. La part de la rémunération pour la gestion de dispositifs publics s'élève à 10,4% et celle des fonds européens (FSE pour l'essentiel) est de 9,3%. Près de 6% des budgets proviennent des chambres consulaires.

Des entreprises partenaires

Les plateformes entretiennent des relations privilégiées avec les banques, qui interviennent en complément des prêts d'honneur. En 2008, sont recensés 1 435 partenariats locaux actifs et près de 60 nouveaux partenariats (+ 4% par rapport à 2007). On dénombre également 814 partenariats locaux avec des grandes entreprises en 2008 (chiffre stable). Par ailleurs, 4 700 partenariats actifs sont noués avec des TPE-PME, en augmentation de près de 11% par rapport à 2007, dont plus de 1 600 TPE-PME qui ont été appuyées par des plateformes au moment de leur création. C'est la preuve que les créateurs aidés par France Initiative s'engagent à leur tour dans la chaîne de solidarité.

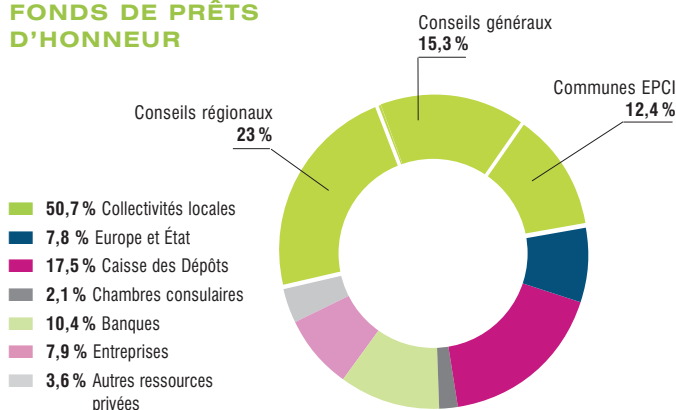
Des partenaires techniques

Les plateformes développent des partenariats techniques avec de nombreux acteurs : chambres consulaires, collectivités territoriales, agences de développement, réseaux d'appui à la création d'entreprises, technopoles, experts-comptables, banques, services de l'État, etc. Ce faisant, elles jouent un rôle fédérateur.

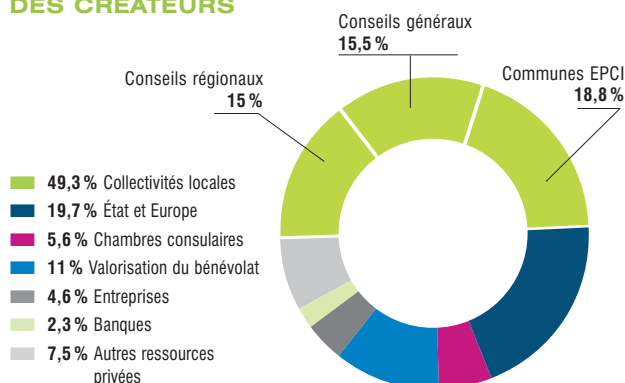
1 244 € par emploi généré ou maintenu

Le système des plateformes France Initiative permet de générer ou de maintenir des emplois dont le coût moyen est très faible, comparé à celui des emplois aidés : il s'élève en 2008 à 1 244 €, dont 138 € proviennent de l'État, 126 € de l'Europe et 582 € des collectivités locales. Ce coût prend en compte le budget de fonctionnement de l'ensemble de France Initiative (plateformes et tête de réseau) ainsi que les pertes prévisionnelles sur les fonds de prêts d'honneur engagés.

FONDS DE PRÊTS D'HONNEUR



BUDGET D'ACCOMPAGNEMENT DES CRÉATEURS



DES BÉNÉVOLES

L'ENGAGEMENT



DELPHINE CHENU ♦ chef d'entreprise
Portrait sensible, portraitiste photo

Styliste-modéliste jusqu'à 36 ans, Delphine Chenu, passionnée de photographie, décide de se lancer, le 1^{er} janvier 2006. Pendant un an, elle suit des cours pour affiner sa technique sur son sujet de prédilection : les portraits en noir et blanc. Mariés, femmes enceintes, fratries, bandes d'amis et collègues de travail jouent le jeu dans son studio photo. Delphine a coutume de leur dire : « Le seul sujet, c'est vous. » Quatre ans après sa création, à la réussite artistique s'ajoute le succès économique. Pour lancer son entreprise, elle est passée par une Boutique de gestion et Versant Nord-Est Initiative qui l'accompagne aujourd'hui. Avec un prêt d'honneur de 3 500 €, elle a pu emprunter à la banque. Récemment, elle a quitté son domicile pour s'installer dans une ruche culturelle, à Roubaix, et prévoit d'embaucher un salarié pour faire face à la demande. Sur les murs de son studio, des citations dont celle-ci, « Le luxe d'être soi ». Delphine Chenu a réussi sa reconversion.

La mobilisation de bénévoles, tous experts de l'entreprise, constitue l'une des richesses du mouvement France Initiative.

L'Année du bénévolat économique

France Initiative a fait de 2008 l'Année du bénévolat économique pour valoriser l'engagement des nombreux bénévoles experts et en recruter de nouveaux. L'Université de printemps, qui s'est tenue en mai à Azay-le-Rideau, a été consacrée à cet engagement et a permis de mieux cerner les profils des bénévoles, leurs motivations et la nature de leur engagement. Elle a également donné l'occasion aux plateformes d'échanger sur leurs pratiques et de réfléchir à la bonne façon d'attirer, d'accueillir, d'animer et de fidéliser ces bénévoles. La Semaine du bénévolat économique, en novembre, a permis ensuite de mieux faire connaître cet engagement à l'extérieur du mouvement et de recruter de nouveaux bénévoles.

13 900 bénévoles

En 2008, les 13 900 bénévoles ont apporté leur concours à l'action des plateformes, des coordinations régionales et des instances nationales, soit un chiffre en hausse de 6 % par rapport à 2007. Aux côtés des personnels salariés, ils remplissent des rôles variés au sein des associations. Ils en sont d'abord administrateurs : c'était le cas pour 4 600 d'entre eux, certains avec des rôles précis (communication, partenariats, gestion).

En 2008, 6 660 bénévoles ont participé aux comités d'agrément des plateformes, qui décident de l'octroi des prêts d'honneur et des mesures d'accompagnement. Il s'agit d'un engagement significatif : en 2008, 3 200 réunions de comités d'agrément ont été tenues.

Ils se mobilisent également dans l'accompagnement postcréation. À ce titre, ils interviennent notamment comme parrains, épaulant le créateur d'entreprise pour l'aider à franchir les étapes difficiles ou à répondre aux questions complexes. 5 000 d'entre eux ont joué ce rôle – un chiffre en augmentation de 7%. Le nombre de parrainages en cours est lui aussi en hausse : 7 900, contre 6 600 un an plus tôt (+ 20%).

En 2008, un programme sans précédent de formation des parrains a été réalisé avec l'aide du Fonds de cohésion sociale : plus de 300 parrains et 130 médiateurs, chargés d'organiser le parrainage dans les plateformes, en ont bénéficié.

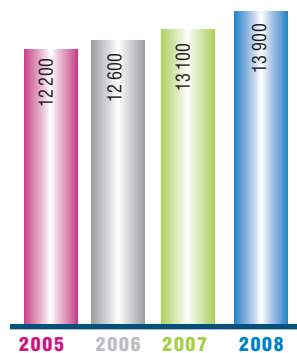
Le taux de créateurs-repreneurs parrainés passe de 25 % à 26 %.

Des origines diverses

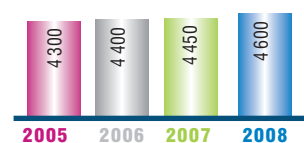
L'origine de ces bénévoles est diverse. Il s'agit de chefs d'entreprises, de professionnels libéraux tels que des experts-comptables, des avocats ou des notaires, de cadres, notamment d'établissements bancaires, de consultants ou de seniors, parfois également impliqués au sein d'autres associations telles qu'EGEE, AGIR abcd ou ECTI, partenaires des plateformes.

Tous consacrent du temps et apportent leurs expériences, leurs compétences et leurs réseaux au profit des créateurs-repreneurs d'entreprises et du développement économique de leur territoire.

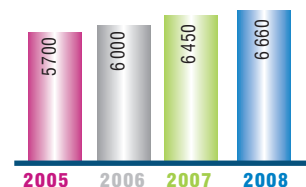
LES DIVERSES FORMES D'UN ENGAGEMENT BÉNÉVOLE



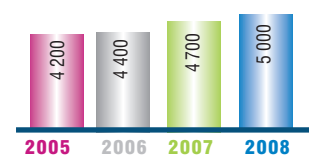
Ensemble des bénévoles...



... dont administrateurs



... dont membres des comités d'agrément



... dont parrains

ALSACE

Alsace Centrale Initiatives SELESTAT (67)
 Alsace du Nord Initiatives HAGUENAU (67)
 Bruche Mossig Piémont Initiative MOLSHEIM (67)
 Cap Création Initiative STRASBOURG (67)
 Pays de Saverne Initiative SAVERNE (67)
 Colmar Centre Alsace Initiative COLMAR (68)
 Sud Alsace Initiative MULHOUSE (68)

AQUITAINE

Périgord Initiative PÉRIGUEUX (24)
 Aquitaine Amorceage PESSAC (33)
 Gironde Initiative FLOIRAC (33)
 Landes Initiative MONT-DE-MARSAN (40)
 Lot-et-Garonne Initiatives AGEN (47)
 Val de Garonne Initiatives MARMANDE (47)
 Béarn Initiative PAU (64)
 Bultza/Impulser Pays Basque Initiative BAYONNE (64)

AUVERGNE

Montluçon Initiative MONTLUÇON (03)
 Moulins Initiative MOULINS (03)
 Vichy Initiative VICHY (03)
 Cantal Initiatives AURILLAC (15)
 Brioude Haut-Allier Initiative BRIOUDE (43)
 Initiative Création en Haute-Loire LE PUY-EN-VELAY (43)
 Clermont Agglo Initiative CLERMONT-FERRAND (63)
 Créa-Thiers Initiative THIERS (63)
 Issoire Sancy Val d'Allier Initiative ISSOIRE (63)
 Plateforme Auvergne pour la Reprise & l'Innovation AULNAT (63)
 Riom Combrailles Initiatives RIOM (63)

BASSE-NORMANDIE

Calvados Création SAINT-CONTEST (14)
 Normandie Initiative SAINT-CONTEST (14)
 Centre Manche Initiative AGNEAUX (50)
 Cotentin Initiatives CHERBOURG (50)
 Impulsion Pays Granvillais Initiative SAINT-PAIR-SUR-MER (50)
 Pays de la Baie Initiative-Avranchin et Mortainais AVRANCHES (50)
 Orne Initiatives ALENÇON (61)

BOURGOGNE

APH 21 DIJON (21)
 Nièvre Initiatives Locales NEVERS (58)
 APH 71 CHALON-SUR-SAÛNE (71)
 Yonne Active Création AUXERRE (89)

BRETAGNE

Armor Initiative TRÉGUEUX (22)
 Centre Bretagne Initiative PLÉMÉT (22)
 Centre Ouest Bretagne Initiative ROSTRENEZ (22)
 Pays de Guingamp Initiative GUINGAMP (22)
 Rance Initiative DINAN (22)
 Trégor Initiative LANNION (22)
 Cornouaille Initiative QUIMPER (29)
 Pays de Brest Initiative BREST (29)
 Triangle Initiative LANDIVISIAU (29)
 Brocéliande Initiative 35 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE (35)
 Pays de Fougères Initiative FOUGÈRES (35)
 Pays de Saint-Malo Entreprendre SAINT-MALO (35)
 Pays de Vilaine Initiatives REDON (35)
 Portes de Bretagne Initiative VITRÉ (35)
 Rennes Initiative RENNES (35)
 Pays d'Auray Initiative AURAY (56)
 Pays de Lorient Initiative LORIENT (56)
 Pays de Ploërmel Initiative PLOËRMEL (56)
 Pays de Pontivy Initiative PONTIVY (56)
 Pays de Vannes Initiative Réseau VANNES (56)

CENTRE

Cher Initiative BOURGES (18)
 Eure-et-Loir Initiative CHARTRES (28)
 Nouvelles Entreprises Initiative CHARTRES (28)
 Brenne Initiative ROSNAY (36)
 Indre Initiative DEOLS (36)
 IDIL TOURS (37)
 Touraine-Chinonais Initiative CHINON (37)
 Loir-et-Cher Initiative BLOIS (41)
 Loiret Initiative ORLÉANS (45)
 Bourgogne Initiative CHARLEVILLE-MÉZIÈRES (08)
 Aube Initiative TROYES (10)
 Marne Initiative Sud-Est CHALONS-EN-CHAMPAGNE (51)
 Pays du Champagne Initiative ÉPERNAY (51)
 Reims Initiative REIMS (51)
 Sud-Ouest Marnais Initiative MONTMIRAIL (51)
 Haute-Marne Initiative SAINT-DIZIER (52)

CHAMPAGNE-ARDENNE

Argennes Initiative
 Seine Amont Initiative VITRY-SUR-SEINE (94)
 ARSI ARGENTEUIL (95)
 Cergy-Pontoise Vexin Initiative CERGY-SAINT-CHRISTOPHE (95)
 Est Val-d'Oise Initiative VILLIERS-LE-BEL (95)

CORSE

Corse Initiative Réseau BASTIA (2B)

FRANCHE-COMTÉ

Cré-Entreprendre Initiative BESANÇON (25)
 Entreprendre et Réussir DOLE (39)
 Jura Initiatives LONS-LE-SAUNIER (39)
 Haute-Saône Initiative VESOUL (70)

HAUTE-NORMANDIE

Initiatives 27 ÉVREUX (27)
 Dieppe Bresle Initiative DIEPPE (76)
 Le Havre Caux Initiative LE HAVRE (76)
 Rouen Initiative ROUEN (76)

ÎLE-DE-FRANCE

Paris Initiatives Entreprises PARIS (75)
 Melun Val de Seine Initiatives MELUN (77)
 Nord Seine-et-Marne Initiatives MEAUX (77)
 AFACE Yvelines Initiative VERSAILLES (78)
 Mantois/Nord-Ouest Yvelines Initiative MANTES-LA-VILLE (78)
 Saint-Quentin-en-Yvelines Initiative MONTIGNY-LE-BRETONEUX (78)

Val de Seine Initiatives LES MUREAUX (78)
 Essonne Initiative ÉVRY (91)
 Scientipôle Initiative ORSAY (91)
 Sud Essonne Gâtinais Français Initiative ÉTAMPES (91)
 Hauts-de-Seine Initiative NANTERRE (92)
 Initiative 93 BOBIGNY (93)
 M2E Initiative AULNAY-SOUS-BOIS (93)
 Plaine Initiatives SAINT-DENIS (93)
 Centre-Est Val-de-Marne Initiative CRÉTEIL (94)
 Est Val-de-Marne Initiative NOGENT-SUR-MARNE (94)
 FIDEP Val-de-Marne CRÉTEIL (94)

Quest Val-de-Marne Initiative FRESNES (94)
 Seine Amont Initiative VITRY-SUR-SEINE (94)
 ARSI ARGENTEUIL (95)
 Cergy-Pontoise Vexin Initiative CERGY-SAINT-CHRISTOPHE (95)
 Est Val-d'Oise Initiative VILLIERS-LE-BEL (95)

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Écrin Initiatives NARBONNE (11)
 HVA Initiative LIMOUX (11)
 Initiative Carcassonne Castelnaudary CARCASSONNE (11)
 Gard Initiative NIMES (30)
 Béziers Ouest Hérault Initiative BÉZIERS (34)
 Centre Hérault Initiative SAINT-ANDRÉ-DE-SANGONIS (34)

Créalia-Association LRTI MONTPELLIER (34)
 Hérault Est Initiative LUNEL (34)
 Montpellier Initiative Entreprise MONTPELLIER (34)
 Thau Initiative BALARUC-LES-BAINS (34)
 Lozère Initiative MENDE (48)
 Initiative en Pays Catalan PERPIGNAN (66)

LIMOUSIN

Tremplin BRIVE (19)
 Tulle Ussel Initiatives TULLE (19)
 Guéret La Souterraine Initiative GUÉRET (23)
 Val de Creuse Initiative AUBUSSON (23)
 Haute-Vienne Initiative LIMOGES (87)

LORRAINE

Bassin de Briey-Orne-Moselle Initiative JÉUF (54)
 Grand Nancy Initiatives NANCY (54)
 Initiative en Pays Lunévillois LUNÉVILLE (54)
 Pays Haut Initiative COSNES-ET-ROMAIN (54)
 Sud Nancéen et Toulousin Initiative NEUVES-MAISONS (54)
 Val de Lorraine Initiatives POMPEY (54)

Meuse Initiative BAR-LE-DUC (55)
 Metz Initiative METZ (57)
 Moselle Est Initiative SARRIGUÈMINES (57)
 Moselle Nord Initiative YUTZ (57)
 Moselle Sud Initiative SARREBOURG (57)
 Centre Ouest Vosges Initiative ÉPINAL (88)
 Hautes Vosges Initiative SAINT-DIÉ (88)

MIDI-PYRÉNÉES

Ariège Initiative VERNIOLLE (09)
 Aveyron Rodez Initiative RODEZ (12)
 Aveyron Ségala Initiative RODEZ (12)
 Aveyron Serre Olt Initiative SAINT-GENÈZ-D'OLT (12)
 Aveyron Villefrancois Initiative RODEZ (12)
 Nord Aveyron Initiative ESPALION (12)
 Oct'Ave RODEZ (12)
 Ouest Douze Initiative DECAZEVILLE (12)
 Sud Aveyron Initiative MILLAU (12)
 Comminges Initiative SAINT-GAUDENS (31)
 Haute-Garonne Initiative TOULOUSE (31)
 Initiative Artisanale Gersoise PAVIE (32)
 Quercy Initiative Développement CAHORS (46)
 Bigorre Initiative TARBES (65)
 Initiatives Tarnaises ALBI (81)
 Montauban Tarn-et-Garonne Initiative MONTAUBAN (82)

NORD-PAS-DE-CALAIS

Cambresis Initiative CAMBRAI (59)
 Flandre Initiative DUNKERQUE (59)
 Flandre Intérieure Initiative HAZEBROUCK (59)
 Initiative CLE LILLE (59)
 Lille Métropole Initiative LILLE (59)
 Sambre Avesnois Initiative FEIGNIES (59)
 Versant Nord-Est Initiative ROUBAIX (59)
 Aa Lys Audomarois Initiative SAINT-OMER (62)

ADER Initiative SAINT-POL-SUR-TERNOISE (62)
 Arras Initiative ARRAS (62)
 Artois Initiative BRUAY-LA-BUISSIÈRE (62)
 Boulogne-sur-Mer Initiative BOULOGNE-SUR-MER (62)
 Calais Initiative CALAIS (62)
 Canche Authie Initiative BEURAINVILLE (62)
 Gohelle Initiative LENS (62)

OUTRE-MER

Guadeloupe Active BAIE-MAHAULT (97)
 Initiatives Saint-Martin SAINT-MARTIN (97)
 Martinique Initiative FORT-DE-FRANCE (97)
 Centre-Est Guyane Initiative CAYENNE (97)
 Centre Guyane Initiative KOUROU (97)
 Ouest Guyane Initiative SAINT-LAURENT (97)
 Réunion Entreprendre SAINT-PAUL (97)
 Nouvelle-Calédonie Initiative NOUMÉA (98)

PAYS DE LA LOIRE

Atlantique Initiatives Création SAINT-NAZAIRE (44)
 Grand Lieu Machecoul et Logne Initiative MACHECOUL (44)
 Nantes Initiative NANTES (44)
 Pays d'Ançenis Initiative ANGENIS (44)
 Pays de Châteaubriant Initiative CHÂTEAUBRIANT (44)
 Pays de Retz Atlantique Initiative PORNIC (44)
 Pays du Vignoble Initiative CLISSON (44)
 Anjou Initiative ANGERS (49)
 Pays d'Anjou Initiative ANGERS (49)
 Mayenne Initiative LAVAL (53)
 Carrefour Entreprise Sarthe LE MANS (72)
 ETIC 85 LA ROCHE-SUR-YON (85)
 Mer et Vie Initiatives GIVRAND (85)
 Sud Vendée Initiative FONTENAY-LE-COMTE (85)
 Vendée Bocage Initiative SAINT-FULGENT (85)

PICARDIE

Aisne Initiative LAON (02)
 Oise Est Initiative COMPIÈGNE (60)
 Oise Ouest Initiative BEAUVAIS (60)
 Oise Sud Initiative MONTAIGNE (60)
 Somme Initiative AMIENS (80)

Chaque plateforme a un territoire précis d'intervention. Vous pouvez en prendre connaissance sur le site www.france-initiative.fr

POITOU-CHARENTES

Charente Initiatives
ANGOULÊME (16)
Est Charente Initiative
ROUMAZIÈRES-LOUBERT (16)
Charente-Maritime Initiatives
LA ROCHELLE (17)
Deux-Sèvres Initiatives
NIORT (79)
Vienne Initiatives
FUTUROSCOPE CHASSENEUIL (86)

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Alpes Provence Initiative
DIGNE-LES-BAINS (04)
Haute-Provence Initiative
MANOSQUE (04)
Initiative Grand
Briançonnais-Embrunais
BRIANÇON (05)
Pays Gapençais Initiative
GAP (05)
ADERF
MENTON (06)
Centre de Promotion
des Entreprises - CPE
GRASSE (06)
Fier Entreprendre
NICE (06)
Initiative Agglomération
Sophia Antipolis
SOPHIA ANTIPOLIS (06)
Agglopoles Provence Initiative
SALON-DE-PROVENCE (13)
CPEM
MARSEILLE (13)
Ouest Étang de Berre
Initiatives
MARTIGUES (13)
Ouest Provence Initiative
ISTRES (13)
Pays d'Aix Initiatives
AIX-EN-PROVENCE (13)
Pays d'Arles Initiative Locale
ARLES (13)
Pays d'Aubagne
La Ciotat Initiatives
AUBAGNE (13)
Var Initiative
TOULON (83)
Apt Initiatives Albion
APT (84)
Grand Avignon Initiative
(GRAIN)
AVIGNON (84)
Haut Vaucluse Drôme
Provençale Initiatives
VAISON-LA-ROMAINE (84)
Initiatives en Pays Cavare
et des Sorgues
CAVAILLON (84)
Pays du Comtat Initiatives
CARPENTRAS (84)
Sud Lubéron Initiative
PERTUIS (84)

RHÔNE-ALPES

Bugey Initiatives
BELLEY (01)
Centre Ain Initiatives
BOURG-EN-BRESSE (01)
Val de Saône Dombes
Initiative
TRÉVOUX (01)
Voltaire Initiative
SAINT-GENIS-POUILLY (01)
Ardèche Nord Initiative
VION (07)
Ardèche Sud Initiative
LACHAPPELLE-SOUS-AUBENAS (07)

5^e Pôle Initiative - Drôme
Provençale
MONTÉLIMAR (26)
Initiative Emploi Dauphiné
Vivaraïs - IEDV
ROMANS (26)
Une Autre Provence Initiative
BOLLÈNE (26)
Val de Drôme Diois Initiative
AOSTE-SUR-SYÈ (26)
Alpes Grésivaudan Initiatives
CROLLES (38)
Bièvre Valloire Initiative
VIRVILLE (38)
Isère Sud Initiative
VIZILLE (38)
MCAE
GRENOBLE (38)
Nord Isère Initiative
VILLEFONTAINE (38)
Pays Voironnais Initiative
VOIRON (38)
Sud Grésivaudan-Royans-
Vercors Initiative
SAINT-MARCELLIN (38)
Loire Initiative
ROANNE (42)
Beaujolais Initiatives
VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE (69)
Rhône Développement
Initiative
LYON (69)
Rhône Pluriel Initiative
VIENNE (69)
Savoie Initiative
LE BOURGET-DU-LAC (73)
Annecy Initiative
CHAVANOD (74)
Arve Giffre Initiative
BONNEVILLE (74)
Chablais Initiative
THONON-LES-BAINS (74)
Genevois Haut Savoyard
Initiative
ANNEMASSE (74)

**Liste à jour
au 1^{er} avril 2009**

Prêt d'honneur Prêt à la personne, sans intérêt ni garantie personnelle exigée, qui permet à un créateur de constituer ou de renforcer ses fonds propres et que le bénéficiaire s'engage sur l'honneur à rembourser sur une période de trois à cinq ans.

Accompagnement Désigne l'ensemble du travail des animateurs de la plateforme, de ses bénévoles et de ses partenaires avant et après l'attribution du prêt, pour aider le porteur de projet dans toutes les étapes de la création.

Suivi postcréation Désigne l'appui technique qu'un créateur obtient de la plateforme après son passage en comité d'agrément (suivi d'indicateurs, tableaux de bord, etc.).

Parrainage Appui apporté par un chef d'entreprise, un cadre ou un senior bénévole à un nouvel entrepreneur, qu'il fait bénéficier de son expérience et qu'il épaula, dans une relation personnalisée, sur tous les plans de la création d'entreprises, y compris sa dimension psychologique.

Comité d'agrément Réunion de bénévoles experts choisis pour leur compétence et dont le rôle est d'évaluer les projets, en présence du porteur de projet, et de décider des modalités d'intervention de la plateforme. C'est le comité d'agrément qui accorde le prêt d'honneur et décide de la mise en place d'un parrainage.

Fonds de prêts d'honneur Ensemble des fonds réunis par une plateforme auprès des collectivités locales, des établissements et entreprises partenaires, qu'elle prête ensuite aux porteurs de projets sous forme de prêts d'honneur. Les remboursements des prêts viennent aussi réabonder ces fonds.

Bénévolat économique Engagement bénévole de chefs d'entreprises, cadres, banquiers, experts-comptables, avocats, notaires, consultants, seniors au sein du mouvement France Initiative. Cet engagement se traduit par un appui apporté aux créateurs (membres de comités d'agrément, parrainage, suivi), la participation aux instances des plateformes et des coordinations régionales (administrateurs) et la participation aux instances nationales (administrateurs, conférence des présidents de coordination régionale, comité d'adhésion et de qualification) et aux différentes commissions de France Initiative (commission qualité, commission éthique, commission communication).

Démarche qualité Pour adhérer à France Initiative, une association doit respecter un certain nombre d'exigences liées à l'organisation, aux partenariats, aux ressources et à la définition d'objectifs, en cohérence avec les besoins du territoire, et appliquer la norme NF X 50-771 qui fixe les exigences minimales dans la réalisation de la mission d'accompagnement des porteurs de projets.

PHOTOS DE COUVERTURE

***De haut en bas* : Éric Awono Mounkama et Rachid Chabani, ERC,
création soutenue par Versant Nord-Est Initiative (59)**

Sabrina Rapp, Atelier Gwenn C'horie, création soutenue par Rennes Initiative (35)

Antoine Corbey et Anne-Hélène Marquet, Simply Sushi, création soutenue par Rennes Initiative (35)

Mathieu Dubuc, la Maison des Muses, création soutenue par Hauts-de-Seine Initiative (92)

**Jean-Jacques Pujol et toute l'équipe du Pavillon de la Tourelle,
reprise soutenue par Hauts-de-Seine Initiative (92)**

CONCEPTION : France Initiative

CRÉATION GRAPHIQUE • RÉALISATION : Edire

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

© Frédéric Achdou/Urba Images

FRANCE INITIATIVE

55, rue des Francs-Bourgeois

75181 Paris Cedex 04

Tél. 01 40 64 10 20 • Fax 01 43 20 58 34

info@france-initiative.fr • www.france-initiative.fr